

T2 2014

# RAPPORT DE GESTION

NON AUDITÉ

Deuxième trimestre clos le 28 juin 2014



# TABLE DES MATIÈRES

|    |  |    |
|----|--|----|
| 1  | RAPPORT DE GESTION   | 3  |
| 2  | MESURES NON CONFORMES AUX IFRS   | 3  |
| 3  | SURVOL DE LA SOCIÉTÉ   | 4  |
| 4  | FAITS SAILLANTS DU 2 <sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2014                      | 6  |
| 5  | FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE DU 2 <sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2014 | 6  |
| 6  | REVUE DU 2 <sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2014                                | 7  |
| 7  | INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS  | 9  |
| 8  | REVUE FINANCIÈRE   | 10 |
| 9  | SITUATION DE TRÉSORERIE  | 19 |
| 10 | SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES                                    | 22 |
| 11 | GOUVERNANCE  | 22 |
| 12 | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES  | 23 |
| 13 | NORMES COMPTABLES FUTURES  | 23 |
| 14 | INSTRUMENTS FINANCIERS   | 24 |
| 15 | TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES   | 24 |
| 16 | ARRANGEMENTS HORS BILAN  | 24 |
| 17 | ÉNONCÉS PROSPECTIFS  | 25 |
| 18 | FACTEURS DE RISQUE   | 25 |
| 19 | INFORMATION ADDITIONNELLE  | 25 |
| 20 | GLOSSAIRE  | 26 |



# 1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit, qui se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats opérationnels consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 5 août 2014 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels elle est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes de la Société pour le trimestre clos le 28 juin 2014, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 28 juin 2014 ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), telles qu'elles sont énoncées dans le Manuel de CPA Canada. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le deuxième trimestre, qui couvre la période allant du 30 mars 2014 au 28 juin 2014. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre de chaque année.

## 2 MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits nets, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat), le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action, le carnet de commandes, les fonds provenant des activités opérationnelles, les fonds provenant des activités opérationnelles par action, les flux de trésorerie disponibles, les flux de trésorerie disponibles par action, le délai moyen de recouvrement des comptes clients (le « délai de recouvrement ») et le ratio de la dette nette sur le BAIIA. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la section « Glossaire ».

La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats opérationnels de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS, qui n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

## 3

## SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

La Société a procédé à la réorganisation de sa structure opérationnelle en date du 1<sup>er</sup> janvier 2014, en vertu d'un plan d'arrangement approuvé par les tribunaux (l'« arrangement »). L'arrangement, qui a été approuvé par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires du 23 mai 2013 et qui a reçu l'approbation finale de la Cour supérieure du Québec le 27 mai 2013, a donné lieu à la réorganisation de la Société en une structure d'entreprise mondiale qui a donné naissance à une nouvelle société nommée Groupe WSP Global Inc., qui remplace GENIVAR inc. (« GENIVAR ») en tant que société cotée en bourse. Cet arrangement avait pour but de mettre en place une structure corporative mondiale afin d'établir de solides fondations pour la croissance future de la Société. Dans le cadre de cette réorganisation, un nouveau nom a été attribué à l'entité opérationnelle canadienne, soit WSP Canada Inc. En adoptant une nouvelle image de marque, la Société a affirmé sa position en tant qu'acteur clé doté d'une présence mondiale, d'une marque mondiale et d'expertise et d'expérience multidisciplinaires beaucoup plus riches, dont elle peut tirer parti afin d'en offrir plus à ses clients.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à GENIVAR avant l'arrangement et à Groupe WSP Global Inc. après l'arrangement. Les termes « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc., société cotée en bourse qui remplace GENIVAR inc. Lorsque le contexte l'exige, ce terme englobe également les filiales et les entreprises associées.

WSP, dont le siège social est situé au Canada, est l'un des plus importants cabinets de services professionnels du monde, qui compte environ 17 500 employés travaillant de pair avec des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs et proposant des solutions intégrées dans un large éventail de domaines de spécialité. La Société offre des services pour transformer l'environnement artificiel et restaurer l'environnement naturel, et ses compétences sont multiples, allant de la restauration d'environnements à la planification urbaine, de la construction d'édifices emblématiques à la conception de réseaux de transport durables, et du développement de sources d'énergie du futur à la mise en place de nouvelles méthodes d'extraction des ressources essentielles.

Occupant plus de 300 bureaux répartis dans 30 pays sur 5 continents, WSP est bien positionnée pour offrir une expertise hautement spécialisée dans bon nombre de domaines et d'endroits. Elle peut également offrir une gamme de services entièrement intégrée qui combine les connaissances et l'expérience provenant de l'ensemble de la Société et qui est gérée et exécutée avec transparence, ce qui permet de répondre aux besoins commerciaux de ses clients en tout lieu et à tout moment.

Le modèle d'affaires de WSP est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque segment de marché dans lesquels elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, tout en tenant compte de leurs besoins. Le modèle d'affaires de la Société se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. La Société a des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental. Enfin, la Société offre ses services de bout en bout à ses clients provenant d'un ensemble ciblé de segments de marché dans lesquels elle a développé une expertise vaste et approfondie. Cette approche permet aux experts de la Société de comprendre pleinement les réalités du monde des affaires avec lesquelles ses clients doivent composer et de disposer des connaissances et des solutions dont ils ont besoin pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Les segments de marché ciblés par WSP sont les suivants :

- **Bâtiment** : La Société offre des services de consultation et d'exécution complets pour certains des bâtiments les plus prestigieux de la planète. Ses services touchent un large éventail de secteurs : le commercial, la santé, l'éducation, le culturel, le sport, les loisirs et la revitalisation urbaine. La gamme de services inclut le génie mécanique, électrique et structural, la planification, les sciences du bâtiment, l'efficacité énergétique, les installations alimentaires, les solutions de télécommunications et les autres services offerts dans le cadre d'un projet. Par l'entremise de ses partenaires, la Société offre également des services d'architecture et d'aménagement paysager à certains de ses clients. La Société travaille sur des installations existantes, ainsi que sur de nouveaux projets de construction.
- **Infrastructures (incluant le transport et les infrastructures municipales)** : À l'échelle mondiale, les gouvernements utilisent l'expertise de la Société pour établir des stratégies à long terme durables en matière d'infrastructures et pour obtenir des conseils à l'échelle nationale et régionale sur le cycle de vie complet d'une grande diversité de projets d'envergure. Les forces de la Société se situent plus particulièrement au chapitre de la planification, de l'analyse, de la conception et de la gestion de projets dans les secteurs de l'aviation, des ponts, des autoroutes, des réseaux routiers intelligents, de la marine, des routes et des chemins de fer. Les mandats municipaux de la Société concernent la requalification de l'espace et le développement municipal, la distribution et le traitement de l'eau, la collecte et le traitement des eaux usées, les services publics, la gestion des eaux pluviales, les réseaux routiers, l'éclairage et diverses installations municipales. Les gouvernements, les villes, les municipalités, les cantons et les promoteurs immobiliers comptent parmi les principaux clients de ce segment.
- **Industriel et énergie (incluant les mines et les hydrocarbures)** : La Société offre des services de planification et de gestion de projets, ainsi que des services-conseils initiaux aux entreprises privées de diverses industries, ce qui comprend le soutien stratégique, technique et commercial dans les projets de construction complexes. De plus, elle propose des services-conseils en ingénierie de procédés industriels à d'importants clients industriels, notamment dans les domaines de l'exploitation minière (souterraine et à ciel ouvert), du traitement du minerai, des hydrocarbures, de la métallurgie, des produits chimiques et pétrochimiques, des pâtes et papiers, des produits forestiers, des produits pharmaceutiques et de la biotechnologie, des aliments et boissons, de la production d'énergie et de la fabrication générale. Le segment de l'énergie englobe l'hydroélectricité, la production d'énergie éolienne, solaire et thermique, la sécurité nucléaire, la cogénération et les systèmes de distribution et de transmission connexes. La clientèle de la Société dans ce segment comprend des fournisseurs publics d'électricité ainsi que des promoteurs des domaines de l'énergie et des services publics.
- **Environnement** : La Société aide divers organismes dans le monde à gérer les risques, à réduire les coûts et à créer des débouchés compétitifs liés à la durabilité, aux changements climatiques et aux considérations liées à l'environnement, à la santé et à la sécurité. Les services de la Société incluent les études de répercussions et les évaluations environnementales, l'étude des écosystèmes, la surveillance, les relevés et la caractérisation, les systèmes de gestion, les demandes de permis, les vérifications de conformité, la géomatique, la cartographie ainsi que la gestion du risque et des facteurs économiques. Les clients de ce segment de marché incluent des organisations provenant de tous les autres segments. Les projets types portent notamment sur la réhabilitation de sites contaminés, la gestion des déchets, la restauration d'habitats et la restauration de sites.

## 4

## FAITS SAILLANTS DU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2014

- Le 10 avril 2014, la Société a conclu l'acquisition de Focus Group Holdings Inc. (« Focus »), cabinet d'ingénierie et de géomatique comptant 1 800 employés situé en Alberta, au Canada, pour une contrepartie de 365,7 M\$ (déduction faite de la trésorerie acquise).
- Le 7 avril 2014, la Société a signé la convention d'acquisition de Technip TPS (« TPS »), filiale française de Technip S.A., qui se spécialise dans l'ingénierie du bâtiment et des infrastructures. L'acquisition, qui a été conclue le 30 avril 2014 pour une contrepartie totale d'environ 18,2 M\$ (12,0 millions d'euros), est venue ajouter environ 100 employés à l'effectif de la Société.
- Le 1<sup>er</sup> juin 2014, la Société a fait l'acquisition de WINWARD Group (« WINWARD »), une firme d'ingénierie dont le siège est situé en Australie et qui se spécialise dans les services de structures. À la suite de cette acquisition, notre effectif en Australie a augmenté de 50 employés.

## 5

## FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE DU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2014

Les faits saillants de nature financière par rapport à l'exercice précédent se présentent comme suit :

- Produits de 602,5 M\$ et produits nets de 513,1 M\$, en hausse de 16,7 % et de 20,2 %, respectivement. Croissance interne à l'échelle internationale de 5,3 %, soit 2,0 % de croissance selon un taux de change constant et 3,3 % dû à l'impact favorable du taux de change.
- BAIIA de 55,0 M\$, en hausse de 12,2 M\$, ou 28,5 %. Marge du BAIIA représentant 10,7 % des produits nets, en comparaison de 10,0 %.
- Résultat net attribuable aux actionnaires excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) de 28,8 M\$, ou 0,47 \$ par action, en hausse de 37,8 % et de 17,5 %, respectivement.
- Résultat net dilué attribuable aux actionnaires de 24,3 M\$, ou 0,40 \$ par action. À l'exclusion des frais non liés aux activités opérationnelles, résultat net par action dilué de 26,6 M\$, ou 0,43 \$ par action, en hausse de 49,4, % et de 26,5 %, respectivement.
- Carnet de commandes de 1 832,2 M\$ représentant environ 9,1 mois de produits, en hausse de 109,1 M\$, ou 6,3 %, par rapport au premier trimestre de 2014.
- Délai de recouvrement à 82 jours, soit une amélioration de 6 jours sur le plan de l'exploitation et de 7 jours, en raison du changement de méthode de calcul.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 49,6 %.
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA sur 12 mois continus de 1,13x.



## 6

REVUE DU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2014

Le solide rendement de la Société au deuxième trimestre est attribuable à la croissance enregistrée dans la foulée de l'acquisition de Focus, de TPS et de WINWARD au cours du premier semestre de l'exercice. Compte non tenu des acquisitions, les activités de la Société au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans le Reste du monde ont toutes affiché une croissance interne supérieure à 10 %, qui a atténué le repli subi par nos activités au Canada.

La croissance des produits nets et du BAIIA au Canada enregistrée au deuxième trimestre par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'acquisition de Focus. Pour sa part, Focus a connu une croissance interne de 25,4 %. L'Alberta demeure une zone très active en raison de la constante vigueur du secteur pétrolier et gazier dans l'ouest du Canada. Dans l'est du Canada, les activités commencent à se stabiliser, mais elles sont encore à la traîne comparativement au dernier exercice. Au Québec et en Ontario, le resserrement des dépenses gouvernementales et la vive concurrence qui s'exerce dans la plupart des segments du marché influent encore négativement sur nos activités. Toutefois, des signes encourageants commençaient à se faire sentir à la fin du deuxième trimestre de 2014, principalement au Québec, ce qui augure bien pour le deuxième semestre de l'exercice. Étant donné la conjoncture économique, l'est du Canada a diminué de façon proactive ses charges administratives afin de réduire au minimum l'incidence du repli actuel.

La forte performance du secteur États-Unis pendant le trimestre est en grande partie attribuable à la croissance interne du segment du bâtiment, qui a été particulièrement marquée pour nos bureaux de Seattle, de Boston et de New York, lesquels ont affiché une hausse de leur ratio d'utilisation. Le marché des immeubles de grande hauteur est resté très actif dans la plupart des agglomérations urbaines, et les secteurs des immeubles de bureaux et de l'éducation supérieure montrent des signes de reprise. Dans le segment de l'environnement, les occasions ont continué de se multiplier en ce qui a trait aux services de contrôle diligent, notamment pour les clients centrés sur le réaménagement, le pétrole et les produits chimiques.

Poursuivant sur sa lancée du premier trimestre, le Royaume-Uni a dégagé encore une fois un solide rendement pour le trimestre, inscrivant une croissance interne de 13,2 %. Londres est demeurée un marché très actif, surtout dans les secteurs résidentiel, commercial et ferroviaire, si bien que le volume de travail et le nombre des appels d'offres ont augmenté. La hausse de la demande qui a découlé de la reprise du marché du Royaume-Uni a entraîné une augmentation significative de la main-d'œuvre; dans l'ensemble, environ 200 employés à temps plein, ou 10 % de la main-d'œuvre totale de la région, se sont ajoutés à nos effectifs au Royaume-Uni depuis le début de l'exercice.

Dans le secteur nord de l'Europe, la Suède a été chargée de la conception d'un agrandissement du métro allant d'Odenplan à Arenastaden, le nouveau quartier commercial et de loisirs de Stockholm. Il s'agit là du premier d'une série de contrats importants liés à l'agrandissement du métro de Stockholm. En Suède, le rendement opérationnel, qui s'est accru par rapport à l'exercice précédent, est conforme à nos prévisions. La Finlande a continué de faire preuve de résilience dans un contexte économique très difficile, tandis que l'Allemagne a encore éprouvé des difficultés en raison des contrats en vigueur qui devraient être menés à terme d'ici à la fin de 2014.

Guidé par le Moyen-Orient, la Chine, Hong Kong et la Colombie, le secteur Reste du monde a enregistré une forte croissance interne. Les Émirats arabes unis et le Qatar ont continué de progresser au Moyen-Orient, où notre plus grand défi consiste à veiller à ce qu'une main-d'œuvre adéquate soit sur place pour répondre à la demande. En Chine, l'augmentation des effectifs et la croissance de la productivité ont été les principaux moteurs de la croissance. La Colombie a continué

d'avoir un bon rendement, affichant une croissance interne de plus de 32 %. En Australie, nous avons réussi à obtenir les contrats de quelques grands projets au deuxième trimestre de 2014 et nous sommes en bonne position pour d'autres gros travaux. L'acquisition de WINWARD réalisée durant le trimestre devrait également nous assurer d'autres contrats intéressants dans la région.

Dans l'ensemble, la plupart des régions et des marchés offrent des perspectives positives, étant donné la constante augmentation de notre carnet de commandes, qui se situe actuellement à 1 832,2 M\$.

## 7

## INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

La Société a recours à une multitude d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clé les plus pertinents par catégorie. Les sections qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

| Catégorie     | Indicateur de rendement  | Comparaison du 2 <sup>e</sup> trimestre de 2014 et du 2 <sup>e</sup> trimestre de 2013 | Comparaison du 1 <sup>er</sup> semestre de 2014 et du 1 <sup>er</sup> semestre de 2013 |
|---------------|--|--|--|
| Croissance :  | Produits nets*   | ↑  | ↑  |
|               | Croissance selon un taux de change constant – Il s'agit d'une mesure de la croissance des produits nets avant l'incidence du change. La Société estime utile d'ajuster les produits nets afin d'exclure l'incidence des variations des cours de change, ce qui facilite la comparaison du rendement des secteurs opérationnels d'une période à l'autre.      | ↑  | ↑  |
|               | Carnet de commandes*   | ↑  | ↑  |
| Rentabilité : | BAIIA*   | ↑  | ↑  |
|               | Marge du BAIIA*  | ↑  | ↑  |
|               | BAIIA ajusté*  | ↑  | ↑  |
|               | Marge du BAIIA ajusté*   | ↑  | ↓  |
|               | Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)*   | ↑  | ↑  |
|               | Fonds provenant des activités opérationnelles*   | ↑  | ↑  |
| Liquidités :  | Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles – Il s'agit d'une mesure de la trésorerie générée par nos activités courantes. Des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles robustes constituent un indicateur de notre souplesse financière, laquelle fournit des assises solides pour la mise en œuvre de notre stratégie d'entreprise. | ↑  | ↑  |
|               | Délai de recouvrement*   | ↑  | ↑  |
|               | Ratio de la dette nette sur le BAIIA* – Il s'agit d'une mesure du levier financier.  | ↑  | ↑  |
|               | Flux de trésorerie disponibles*  | ↑  | ↑  |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

- ↑ Favorable
- ↓ Non favorable
- ↔ Stable

## REVUE FINANCIÈRE

### 8.1 RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

| (en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action) | Deuxième trimestre                   |                                      | Premier semestre                                     |  |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--|--|
|  | 2014                                 | 2013                                 | 2014   | 2013   |
|  | Période allant du 30 mars au 28 juin | Période allant du 31 mars au 29 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 28 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 29 juin |
| <b>Produits</b>  | 602,5 \$                             | 516,4 \$                             | 1 113,6 \$   | 995,1 \$   |
| Moins : Sous-consultants et dépenses directes                                | 89,4 \$                              | 89,7 \$                              | 159,9 \$   | 161,6 \$   |
| <b>Produits nets*</b>  | <b>513,1 \$</b>                      | <b>426,7 \$</b>                      | <b>953,7 \$</b>                                      | <b>833,5 \$</b>                                      |
| Coûts liés au personnel  | 388,5 \$                             | 320,5 \$                             | 724,7 \$   | 627,1 \$   |
| Autres coûts opérationnels <sup>1)</sup>                                     | 72,7 \$                              | 65,4 \$                              | 138,0 \$   | 129,9 \$   |
| Quote-part du résultat d'entreprises associées                               | (3,1) \$                             | (2,0) \$                             | (6,1) \$   | (4,7) \$   |
| <b>BAIIA*</b>  | <b>55,0 \$</b>                       | <b>42,8 \$</b>                       | <b>97,1 \$</b>                                       | <b>81,2 \$</b>                                       |
| Frais non liés aux activités opérationnelles                                 | 2,6 \$                               | 0,8 \$                               | 2,6 \$   | 2,1 \$   |
| Amortissement des immobilisations incorporelles                              | 9,5 \$                               | 8,3 \$                               | 18,1 \$  | 16,8 \$  |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                | 7,4 \$                               | 6,2 \$                               | 13,8 \$  | 12,3 \$  |
| Frais financiers   | 3,3 \$                               | 4,2 \$                               | 6,9 \$   | 6,8 \$   |
| Quote-part de l'amortissement des entreprises associées                      | 0,8 \$                               | 0,6 \$                               | 1,4 \$   | 1,5 \$   |
| <b>Résultat avant impôt</b>  | <b>31,4 \$</b>                       | <b>22,7 \$</b>                       | <b>54,3 \$</b>                                       | <b>41,7 \$</b>                                       |
| Charge d'impôt sur le résultat   | 7,0 \$                               | 5,3 \$                               | 12,3 \$  | 9,6 \$   |
| Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées              | 0,8 \$                               | 0,4 \$                               | 1,5 \$   | 1,0 \$   |
| <b>Résultat net</b>  | <b>23,6 \$</b>                       | <b>17,0 \$</b>                       | <b>40,5 \$</b>                                       | <b>31,1 \$</b>                                       |
| Attribuable aux :  |                                      |                                      |  |  |
| Actionnaires   | 24,3 \$                              | 17,2 \$                              | 41,6 \$  | 31,7 \$  |
| Participations ne donnant pas le contrôle                                    | (0,7) \$                             | (0,2) \$                             | (1,1) \$   | (0,6) \$   |
| <b>Résultat net de base et dilué par action</b>                              | <b>0,40 \$</b>                       | <b>0,33 \$</b>                       | <b>0,73 \$</b>                                       | <b>0,62 \$</b>                                       |
| Nombre moyen pondéré de base d'actions                                       | 61 403 192                           | 51 666 146                           | 57 092 188   | 51 513 457   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres coûts opérationnels incluent les gains et pertes de change sur les opérations et les produits d'intérêts.

Dans cette section, nous passons en revue les variations des résultats opérationnels entre le deuxième trimestre de 2013 et le deuxième trimestre de 2014, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA (la marge du BAIIA) et le BAIIA ajusté (la marge du BAIIA ajusté). Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, les fonds provenant des activités opérationnelles et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée.

### 8.2 PRODUITS NETS

Le rendement financier et les résultats de la Société devraient être mesurés et analysés en tenant compte des produits générés par les honoraires, soit les produits nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier considérablement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs des services d'experts-conseils.

Les cinq secteurs opérationnels de la Société sont fondés sur notre modèle de prestation de services par emplacement géographique. Ces secteurs sont les suivants : Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Nord de l'Europe et Reste du monde.

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les variations des produits nets et du nombre d'employés, au total et par secteur opérationnel, d'un exercice à l'autre.

| (en millions de dollars, sauf les pourcentages) | Deuxième trimestre |            |             |                  |                | Total    |
|---|--------------------|------------|-------------|------------------|----------------|----------|
|   | Canada             | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde |          |
| Produits nets* 2014                             | 187,5 \$           | 48,8 \$    | 86,3 \$     | 119,5 \$         | 71,0 \$        | 513,1 \$ |
| Produits nets* 2013                             | 140,1 \$           | 44,1 \$    | 65,2 \$     | 119,8 \$         | 57,5 \$        | 426,7 \$ |
| Variation nette (%)                             | 33,9 %             | 10,6 %     | 32,4 %      | (0,3) %          | 23,4 %         | 20,2 %   |
| Croissance/(repli) interne                      | (11,3) %           | 10,3 %     | 13,2 %      | 0,1 %            | 20,5 %         | 2,0 %    |
| Croissance découlant d'acquisitions             | 44,9 %             | 0,0 %      | 0,0 %       | 0,0 %            | 0,3 %          | 14,9 %   |
| Incidence des variations des cours de change    | 0,3 %              | 0,3 %      | 19,2 %      | (0,4) %          | 2,6 %          | 3,3 %    |
| Variation nette (%)                             | 33,9 %             | 10,6 %     | 32,4 %      | (0,3) %          | 23,4 %         | 20,2 %   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

| (en millions de dollars, sauf le nombre d'employés et les pourcentages) | Premier semestre |            |             |                  |                | Total    |
|---|------------------|------------|-------------|------------------|----------------|----------|
|   | Canada           | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde |          |
| Produits nets* 2014   | 298,7 \$         | 98,3 \$    | 170,9 \$    | 250,8 \$         | 135,0 \$       | 953,7 \$ |
| Produits nets* 2013   | 267,6 \$         | 85,3 \$    | 129,1 \$    | 240,1 \$         | 111,4 \$       | 833,6 \$ |
| Variation nette (%)   | 11,7 %           | 15,2 %     | 32,4 %      | 4,4 %            | 21,2 %         | 14,4 %   |
| Croissance/(repli) interne  | (12,1) %         | 10,0 %     | 13,4 %      | (0,3) %          | 18,9 %         | 1,5 %    |
| Croissance découlant d'acquisitions                                     | 23,5 %           | 0,0 %      | 0,0 %       | 0,1 %            | 0,4 %          | 7,7 %    |
| Incidence des variations des cours de change                            | 0,3 %            | 5,2 %      | 19,0 %      | 4,6 %            | 1,9 %          | 5,2 %    |
| Variation nette (%)   | 11,7 %           | 15,2 %     | 32,4 %      | 4,4 %            | 21,2 %         | 14,4 %   |
| Nombre approximatif d'employés - 2014                                   | 6 400            | 1 200      | 2 700       | 3 400            | 3 800          | 17 500   |
| Nombre approximatif d'employés - 2013                                   | 4 900            | 1 100      | 2 400       | 3 400            | 3 200          | 15 000   |
| Variation nette (%)   | 30,6 %           | 9,1 %      | 12,5 %      | 0,0 %            | 18,8 %         | 16,7 %   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

À la fin du deuxième trimestre de 2014, les produits nets de la Société s'établissaient à 513,1 M\$, en hausse de 86,4 M\$, ou 20,2 %, comparativement à la période correspondante de 2013. Pour le semestre, les produits nets ont augmenté de 120,1 M\$, ou 14,4 %.

La hausse des produits nets pour le trimestre et le semestre est attribuable à l'acquisition de Focus (Canada), à la forte croissance interne des secteurs États-Unis, Royaume-Uni et Reste du monde et à l'incidence favorable du change, partiellement contrebalancées par le repli affiché par nos activités au Canada.

## 8.2.1 CANADA

Les produits nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 187,5 M\$ au deuxième trimestre de 2014, soit une augmentation de 47,4 M\$, ou 33,9 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Cette hausse tient principalement à l'acquisition de Focus, dont l'incidence positive a toutefois été neutralisée en partie par le repli subi par nos activités dans l'est du Canada. Pour sa part, Focus a enregistré une croissance interne de 25,4 %. Les segments de l'industriel et de

l'énergie (mines et fabrication générale) de l'est du Canada ont continué à éprouver des difficultés, mais ils étaient en meilleure position qu'au trimestre précédent. L'Alberta (à l'exclusion de Focus) a continué de dégager de solides résultats, grâce à la vigueur du segment de l'industriel et de l'énergie (hydrocarbures) dans cette province.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les produits nets inscrits au Canada se sont établis à 298,7 M\$, en hausse de 31,1 M\$, ou 11,7 %, par rapport à la période correspondante de 2013. L'augmentation des produits nets est attribuable aux mêmes facteurs qui ont influé sur les produits nets du trimestre. Pour sa part, Focus a enregistré une croissance interne de 36,3 %.

### 8.2.2 ÉTATS-UNIS

Les produits nets générés par nos activités aux États-Unis se sont élevés à 48,8 M\$ au deuxième trimestre de 2014, en hausse de 4,7 M\$, ou 10,6 %, par rapport à la période correspondante de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, s'est établie à 10,3 %. Les segments de marché du bâtiment et des infrastructures ont représenté les principaux moteurs de la croissance interne observée au cours du trimestre et ont généré environ 87 % des produits nets.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les produits nets des activités aux États-Unis se sont chiffrés à 98,3 M\$, ce qui représente une augmentation de 13,0 M\$, ou 15,2 %, comparativement à la période correspondante de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, s'est établie à 10,0 %. Les segments de marché du bâtiment et des infrastructures ont représenté les principaux moteurs de la croissance interne et ont généré environ 88 % des produits nets.

### 8.2.3 ROYAUME-UNI

Les produits nets de notre secteur opérationnel du Royaume-Uni se sont élevés à 86,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, soit une hausse de 21,1 M\$, ou 32,4 %, comparativement au trimestre correspondant de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, s'est chiffrée à 13,2 %. Le segment de marché du bâtiment a alimenté la majeure partie de la croissance interne et a permis de compenser le rendement à la baisse du segment des infrastructures. Ensemble, ces deux segments ont généré environ 77 % des produits nets.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les produits nets au Royaume-Uni se sont établis à 170,9 M\$, en hausse de 41,8 M\$, ou 32,4 %, par rapport au semestre correspondant de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, s'est chiffrée à 13,4 %. Le segment de marché du bâtiment a alimenté la majeure partie de la croissance interne et a permis de compenser le rendement à la baisse du segment des infrastructures. Ensemble, ces deux segments ont généré environ 78 % des produits nets.

### 8.2.4 NORD DE L'EUROPE

Les produits nets des activités du nord de l'Europe pour le deuxième trimestre de 2014 se sont élevés à 119,5 M\$, soit plus ou moins le même montant qu'au deuxième trimestre de 2013. Le rendement de la Suède s'est révélé conforme à nos prévisions et a été contrebalancé en grande partie par le repli constant observé en Allemagne. Toutefois, le rendement des activités en Allemagne a progressé comparativement au trimestre précédent. Les segments de marché du bâtiment et des infrastructures ont représenté les principaux moteurs de la croissance interne et ont généré environ 67 % des produits nets.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les produits nets tirés des activités dans le nord de l'Europe se sont chiffrés à 250,8 M\$, en hausse de 10,7 M\$, ou 4,4 %, par rapport au premier semestre de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, est restée stable en raison des mêmes facteurs qu'au deuxième trimestre. Les segments de marché du bâtiment et des infrastructures ont représenté les principaux moteurs de la croissance interne et ont généré environ 67 % des produits nets.

### 8.2.5 RESTE DU MONDE

Les produits nets de notre secteur opérationnel Reste du monde se sont élevés à 71,0 M\$ au deuxième trimestre de 2014, soit une hausse de 13,5 M\$, ou 23,4 %, comparativement à la période correspondante de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, s'est établie à 20,5 %. Cette augmentation est attribuable au secteur opérationnel du Moyen-Orient, de même qu'au redressement continu de nos activités en Australie et en Asie.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les produits nets tirés du secteur Reste du monde se sont chiffrés à 135,0 M\$, en hausse de 23,6 M\$, ou 21,2 %, par rapport au semestre correspondant de 2013. La croissance interne des produits nets, selon un taux de change constant, s'est établie à 18,9 %, en raison des mêmes facteurs qui ont influé sur les produits nets du trimestre.

## 8.3 CARNET DE COMMANDES

| (en millions de dollars)                   | Deuxième trimestre de 2014 |            |             |                  |                |            |
|--|----------------------------|------------|-------------|------------------|----------------|------------|
|  | Canada                     | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde | Total      |
| Carnet de commandes*                       | 599,3 \$                   | 263,1 \$   | 352,2 \$    | 230,4 \$         | 387,2 \$       | 1 832,2 \$ |
| Ententes-cadres de prestations de services | 251,7 \$                   | 13,2 \$    | 77,5 \$     | 111,2 \$         | 101,7 \$       | 555,3 \$   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

| (en millions de dollars)                   | Deuxième trimestre de 2013 |            |             |                  |                |            |
|--|----------------------------|------------|-------------|------------------|----------------|------------|
|  | Canada                     | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde | Total      |
| Carnet de commandes*                       | 516,9 \$                   | 214,9 \$   | 253,9 \$    | 259,9 \$         | 289,5 \$       | 1 535,1 \$ |
| Ententes-cadres de prestations de services | 184,1 \$                   | 40,4 \$    | 113,7 \$    | 115,2 \$         | 95,1 \$        | 548,5 \$   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 28 juin 2014, le carnet de commandes s'établissait à 1 832,2 M\$, ce qui représentait environ 9,1 mois de produits bruts, soit une augmentation de 297,1 M\$, ou 19,4 %, comparativement au deuxième trimestre de 2013 et une hausse de 109,1 M\$, ou 6,3 %, par rapport au premier trimestre de 2014. En outre, la Société était partie à des ententes-cadres de prestations de services de 555,3 M\$ à la clôture du deuxième trimestre de 2014. Les ententes-cadres de prestations de services découlent de contrats-cadres signés avec des clients pour lesquels la valeur du travail à effectuer n'est pas spécifiée.

La variation du carnet de commandes par secteur opérationnel sur 12 mois constitue un indicateur des niveaux d'activités actuels de nos activités dans diverses régions du monde. Pour le Canada, l'acquisition de Focus a eu une incidence positive.

## 8.4 CHARGES

Le tableau qui suit résume les résultats opérationnels de la Société exprimés en pourcentage des produits nets.

| (pourcentage des produits nets)                         | Deuxième trimestre                   |                                      | Premier semestre                                     |  |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|--|--|
|   | 2014                                 | 2013                                 | 2014   | 2013   |
|   | Période allant du 30 mars au 28 juin | Période allant du 31 mars au 29 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 28 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 29 juin |
| Produits nets*  | 100,0 %                              | 100,0 %                              | 100,0 %  | 100,0 %  |
| Coûts liés au personnel                                 | 75,7 %                               | 75,1 %                               | 75,9 %   | 75,2 %   |
| Autres coûts opérationnels <sup>1)</sup>                | 14,2 %                               | 15,4 %                               | 14,5 %   | 15,7 %   |
| Quote-part du résultat des entreprises associées        | (0,6) %                              | (0,5) %                              | (0,6) %  | (0,6) %  |
| BAIIA*  | 10,7 %                               | 10,0 %                               | 10,2 %   | 9,7 %  |
| Frais non liés aux activités opérationnelles            | 0,5 %                                | 0,2 %                                | 0,3 %  | 0,3 %  |
| Amortissement des immobilisations incorporelles         | 1,9 %                                | 1,9 %                                | 2,0 %  | 2,0 %  |
| Amortissement des immobilisations corporelles           | 1,4 %                                | 1,5 %                                | 1,4 %  | 1,5 %  |
| Frais financiers  | 0,6 %                                | 1,0 %                                | 0,7 %  | 0,8 %  |
| Quote-part de l'amortissement des entreprises associées | 0,2 %                                | 0,1 %                                | 0,1 %  | 0,2 %  |
| Charge d'impôt sur le résultat                          | 1,5 %                                | 1,3 %                                | 1,4 %  | 1,2 %  |
| Résultat net  | 4,6 %                                | 4,0 %                                | 4,3 %  | 3,7 %  |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres coûts opérationnels incluent les gains et pertes de change sur les opérations et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de deux éléments majeurs : 1) les coûts liés au personnel et 2) les autres coûts opérationnels. Les coûts liés au personnel comprennent les coûts salariaux relatifs à la prestation de services de consultation et à l'exécution de projets par tous les employés de la Société, ainsi que les coûts liés au personnel administratif. Les autres coûts opérationnels incluent des coûts fixes tels que les charges locatives, les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le gain ou la perte de change sur les opérations et les produits d'intérêts.

L'augmentation des coûts liés au personnel pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014 par rapport à 2013 est principalement attribuable à la hausse des effectifs dans les segments opérationnels qui ont inscrit une croissance interne importante, ce qui a eu une incidence sur leur ratio d'utilisation.

Les frais non liés aux activités opérationnelles se rapportent aux charges qui ne sont pas engagées dans le cadre de l'exploitation quotidienne de la Société. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014, ces frais comprenaient les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises. En 2013, ils incluaient essentiellement le rajustement des effectifs au Canada et en Allemagne.

Enfin, la Société inscrit également des charges liées à l'amortissement des immobilisations incorporelles, à l'amortissement des immobilisations corporelles et aux frais financiers. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014, ces charges n'ont pas bougé par rapport aux périodes correspondantes de 2013.



## 8.5 BAIIA AJUSTÉ PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

| (en millions de dollars, sauf les pourcentages) | Deuxième trimestre de 2014 |            |             |                  |                | Total    |
|---|----------------------------|------------|-------------|------------------|----------------|----------|
|   | Canada                     | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde |          |
| Produits nets*                                  | 187,5 \$                   | 48,8 \$    | 86,3 \$     | 119,5 \$         | 71,0 \$        | 513,1 \$ |
| BAIIA*  |                            |            |             |                  |                | 55,0 \$  |
| Charges du siège social                         |                            |            |             |                  |                | 5,6 \$   |
| BAIIA ajusté                                    | 26,5 \$                    | 7,3 \$     | 7,6 \$      | 14,5 \$          | 4,7 \$         | 60,6 \$  |
| Marge du BAIIA ajusté*                          | 14,1 %                     | 15,0 %     | 8,8 %       | 12,1 %           | 6,6 %          | 11,8 %   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

| (en millions de dollars, sauf les pourcentages) | Deuxième trimestre de 2013 |            |             |                  |                | Total    |
|---|----------------------------|------------|-------------|------------------|----------------|----------|
|   | Canada                     | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde |          |
| Produits nets*                                  | 140,1 \$                   | 44,1 \$    | 65,2 \$     | 119,8 \$         | 57,5 \$        | 426,7 \$ |
| BAIIA*  |                            |            |             |                  |                | 42,8 \$  |
| Charges du siège social                         |                            |            |             |                  |                | 5,4 \$   |
| BAIIA ajusté                                    | 20,9 \$                    | 6,7 \$     | 4,4 \$      | 12,1 \$          | 4,1 \$         | 48,2 \$  |
| Marge du BAIIA ajusté*                          | 14,9 %                     | 15,2 %     | 6,7 %       | 10,1 %           | 7,1 %          | 11,3 %   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

| (en millions de dollars, sauf les pourcentages) | Premier semestre de 2014 |            |             |                  |                | Total    |
|---|--------------------------|------------|-------------|------------------|----------------|----------|
|   | Canada                   | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde |          |
| Produits nets*                                  | 298,7 \$                 | 98,3 \$    | 170,9 \$    | 250,8 \$         | 135,0 \$       | 953,7 \$ |
| BAIIA*  |                          |            |             |                  |                | 97,1 \$  |
| Charges du siège social                         |                          |            |             |                  |                | 7,2 \$   |
| BAIIA ajusté                                    | 37,0 \$                  | 12,8 \$    | 15,3 \$     | 33,4 \$          | 5,8 \$         | 104,3 \$ |
| Marge du BAIIA ajusté*                          | 12,4 %                   | 13,0 %     | 9,0 %       | 13,3 %           | 4,3 %          | 10,9 %   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

| (en millions de dollars, sauf les pourcentages) | Premier semestre de 2013 |            |             |                  |                | Total    |
|---|--------------------------|------------|-------------|------------------|----------------|----------|
|   | Canada                   | États-Unis | Royaume-Uni | Nord de l'Europe | Reste du monde |          |
| Produits nets*                                  | 267,6 \$                 | 85,3 \$    | 129,1 \$    | 240,1 \$         | 111,4 \$       | 833,5 \$ |
| BAIIA*  |                          |            |             |                  |                | 81,2 \$  |
| Charges du siège social                         |                          |            |             |                  |                | 12,2 \$  |
| BAIIA ajusté                                    | 37,1 \$                  | 11,3 \$    | 10,0 \$     | 29,4 \$          | 5,6 \$         | 93,4 \$  |
| Marge du BAIIA ajusté*                          | 13,9 %                   | 13,2 %     | 7,7 %       | 12,2 %           | 5,0 %          | 11,2 %   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Pour le trimestre, l'augmentation du BAIIA ajusté au Canada a été en grande partie attribuable à l'acquisition de Focus. Pour le premier semestre de 2014, le BAIIA ajusté est resté stable. La diminution de la marge du BAIIA ajusté enregistrée pour le trimestre et le semestre s'expliquait principalement par la contraction du cycle économique ressentie dans plusieurs segments du marché d'un bout à l'autre du pays, mais plus particulièrement au Québec et en Ontario.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté au Royaume-Uni ont augmenté au cours du trimestre et du semestre, surtout par suite de la reprise des activités de construction, ce qui a eu une incidence favorable sur les marges de nos projets.

D'autres facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, le cours du change et la productivité des employés.

## 8.6 FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux coûts financiers nets liés aux obligations au titre des régimes de retraite et aux gains ou pertes de change sur les passifs en monnaies étrangères. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses acquisitions d'entreprises. Les frais financiers exprimés en pourcentage des produits nets pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2014 sont demeurés relativement stables par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

## 8.7 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour le trimestre, la Société a inscrit une charge d'impôt de 7,0 M\$, en dollars absolus, contre 5,3 M\$ pour la période correspondante de 2013, ce qui représente des taux d'imposition effectifs de 24,1 % et de 24,9 %, respectivement. Pour le semestre, la charge d'impôt s'est établie à 12,3 M\$, contre 9,6 M\$ pour la période correspondante de 2013, soit des taux d'imposition effectifs de 24,8 % et 24,9 %, respectivement.

Pour le trimestre et le semestre, la hausse de la charge d'impôt est attribuable à l'augmentation du résultat avant impôt, tandis que la baisse du taux d'impôt effectif pour ces deux périodes s'explique par l'incidence d'une répartition différente des profits générés par nos opérations situées dans divers pays, lesquelles sont imposées à différents taux.

## 8.8 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 28 juin 2014 s'est élevé à 24,3 M\$, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 17,2 M\$, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de 2013.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires s'est établi à 41,6 M\$, ou 0,73 \$ par action (de base et dilué), contre 31,7 M\$, ou 0,62 \$ par action (de base et dilué), pour le semestre correspondant de 2013.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action (en raison des méthodes comptables variées relatives à l'affectation du prix d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités opérationnelles par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées ci-dessous.

## 8.9 RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT NET EXCLUANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (DÉDUCTION FAITE DE L'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT)

|  | Deuxième trimestre                   |                                      | Premier semestre                                     |  |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--|--|
|  | 2014                                 | 2013                                 | 2014   | 2013   |
| (en millions de dollars, sauf les données par action)  | Période allant du 30 mars au 28 juin | Période allant du 31 mars au 29 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 28 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 29 juin |
| <b>Résultat net attribuable aux actionnaires</b>   | <b>24,3 \$</b>                       | <b>17,2 \$</b>                       | <b>41,6 \$</b>                                       | <b>31,7 \$</b>                                       |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises   | 6,0 \$                               | 5,1 \$                               | 11,1 \$  | 10,8 \$  |
| Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises   | (1,5) \$                             | (1,4) \$                             | (2,7) \$   | (2,9) \$   |
| <b>Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat)*</b>            | <b>28,8 \$</b>                       | <b>20,9 \$</b>                       | <b>50,0 \$</b>                                       | <b>39,6 \$</b>                                       |
| <b>Résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action*</b> | <b>0,47 \$</b>                       | <b>0,40 \$</b>                       | <b>0,88 \$</b>                                       | <b>0,77 \$</b>                                       |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net attribuable aux actionnaires par action, excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat), s'est établi à 0,47 \$ par action pour le deuxième trimestre et à 0,88 \$ par action pour le premier semestre de 2014, comparativement à 0,40 \$ par action et à 0,77 \$ par action pour les périodes correspondantes de 2013.

## 8.10 FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

|   | Deuxième trimestre                   |                                      | Premier semestre                                     |  |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|--|--|
|   | 2014                                 | 2013                                 | 2014   | 2013   |
| (en millions de dollars, sauf les données par actions et le nombre d'actions) | Période allant du 30 mars au 28 juin | Période allant du 31 mars au 29 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 28 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 29 juin |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles                         | 36,5 \$                              | 31,5 \$                              | 36,4 \$  | 31,9 \$  |
| Moins :   |                                      |                                      |  |  |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement                  | 1,4 \$                               | (0,4) \$                             | 28,0 \$  | 22,4 \$  |
| <b>Fonds provenant des activités opérationnelles*</b>                         | <b>37,9 \$</b>                       | <b>31,1 \$</b>                       | <b>64,4 \$</b>                                       | <b>54,3 \$</b>                                       |
| <b>Fonds provenant des activités opérationnelles par action*</b>              | <b>0,62 \$</b>                       | <b>0,60 \$</b>                       | <b>1,13 \$</b>                                       | <b>1,05 \$</b>                                       |
| Moins :   |                                      |                                      |  |  |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement                  | (1,4) \$                             | 0,4 \$                               | (28,0) \$  | (22,4) \$  |
| Dépenses d'investissement   | (8,5) \$                             | (6,8) \$                             | (15,7) \$  | (13,9) \$  |
| <b>Flux de trésorerie disponibles*</b>  | <b>28,0 \$</b>                       | <b>24,7 \$</b>                       | <b>20,7 \$</b>                                       | <b>18,0 \$</b>                                       |
| <b>Flux de trésorerie disponibles par action*</b>                             | <b>0,46 \$</b>                       | <b>0,48 \$</b>                       | <b>0,36 \$</b>                                       | <b>0,35 \$</b>                                       |
| Nombre moyen pondéré de base d'actions  | 61 403 192                           | 51 666 146                           | 57 092 188   | 51 513 457   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

### 8.10.1 FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les fonds provenant des activités opérationnelles constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités opérationnelles avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le deuxième trimestre de 2014, la Société a généré des fonds provenant des activités opérationnelles de 37,9 M\$, ou 0,62 \$ par action, comparativement à 31,1 M\$, ou 0,60 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. La hausse des fonds provenant des activités opérationnelles s'explique principalement par l'incidence des acquisitions d'entreprises sur le BAIIA.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, la Société a inscrit des fonds provenant des activités opérationnelles de 64,4 M\$, ou 1,13 \$ par action, contre 54,3 M\$, ou 1,05 \$ par action, pour le semestre correspondant de 2013. L'augmentation des fonds provenant des activités opérationnelles est attribuable aux mêmes facteurs qui ont influé sur les fonds provenant des activités opérationnelles du trimestre.

### 8.10.2 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le deuxième trimestre de 2014, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont élevés à 28,0 M\$, ou 0,46 \$ par action, en comparaison de 24,7 M\$, ou 0,48 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles découle principalement des acquisitions d'entreprises, contrebalancées en partie par la hausse des dépenses d'investissement. La diminution des flux de trésorerie disponibles par action est attribuable au nombre accru d'actions en circulation par rapport à la période correspondante de 2013.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont établis à 20,7 M\$, ou 0,36 \$ par action, contre 18,0 M\$, ou 0,35 \$ par action, pour la période correspondante de 2013. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles par action est essentiellement attribuable aux acquisitions d'entreprises, contrebalancées en partie par la hausse des dépenses d'immobilisation.

Les flux de trésorerie disponibles devraient être examinés d'un exercice à l'autre plutôt que d'un trimestre à l'autre. Le moment des investissements dans des projets et la gestion du fonds de roulement peuvent avoir une incidence à court terme.

## 9

## SITUATION DE TRÉSORERIE

| (en millions de dollars)  | Deuxième trimestre                         |  | Premier semestre   |  |
|---|--|--|--|--|
|   | 2014                                       | 2013                                       | 2014   | 2013   |
|   | Période allant<br>du 30 mars au<br>28 juin | Période allant<br>du 31 mars au<br>29 juin | Période allant<br>du 1 <sup>er</sup> janvier au<br>28 juin | Période allant<br>du 1 <sup>er</sup> janvier au<br>29 juin |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles                         | 36,5 \$                                    | 31,5 \$                                    | 36,4 \$  | 31,9 \$  |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                          | 348,9 \$                                   | (24,0) \$                                  | 331,0 \$   | (54,4) \$  |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                        | (381,4) \$                                 | (5,1) \$                                   | (388,4) \$   | (12,0) \$  |
| Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents | (1,4) \$                                   | 0,8 \$                                     | 0,7 \$   | 0,5 \$   |
| <b>Variation nette de la trésorerie</b>                                       | <b>2,6 \$</b>                              | <b>3,2 \$</b>                              | <b>(20,3) \$</b>   | <b>(34,0) \$</b>   |
| <b>Dividendes versés</b>  | <b>13,1 \$</b>                             | <b>12,2 \$</b>                             | <b>23,2 \$</b>   | <b>24,2 \$</b>   |
| <b>Dépenses d'investissement</b>  | <b>8,5 \$</b>                              | <b>6,8 \$</b>                              | <b>15,7 \$</b>   | <b>13,9 \$</b>   |

### 9.1 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 juin 2014, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établis à 36,5 M\$ et à 36,4 M\$, contre 31,5 M\$ et 31,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 29 juin 2013. Les hausses enregistrées pour le trimestre et le semestre s'expliquent en grande partie par l'augmentation du BAIIA, partiellement contrebalancée par les autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

### 9.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement du trimestre clos le 28 juin 2014 ont généré des entrées de trésorerie de 348,9 M\$, en comparaison de sorties de trésorerie de 24,0 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du trimestre, la Société a émis des actions ordinaires totalisant 281,8 M\$ et a prélevé 83,6 M\$ sur ses facilités de crédit pour financer les acquisitions d'entreprises. La Société a également remboursé différents passifs, y compris des charges d'intérêts et des coûts de financement, de 3,4 M\$, comparativement à 9,0 M\$ au deuxième trimestre de 2013. Au cours du deuxième trimestre de 2014 et de 2013, la Société a versé des dividendes aux actionnaires totalisant respectivement 13,1 M\$ et 12,2 M\$.

Pour le premier semestre de 2014, les activités de financement ont permis de dégager des entrées de trésorerie de 331,0 M\$, contre des sorties de trésorerie de 54,4 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du semestre, la Société a émis des actions ordinaires totalisant 281,8 M\$ et a prélevé 83,6 M\$ sur ses facilités de crédit pour financer les acquisitions d'entreprises. La Société a également remboursé différents passifs, y compris des charges d'intérêts et des coûts de financement, de 9,7 M\$, en comparaison de 14,8 M\$ en 2013. Au cours du premier semestre de 2014 et de 2013, la Société a versé des dividendes aux actionnaires totalisant respectivement 23,2 M\$ et 24,2 M\$. La Société a aussi versé un dividende de 1,5 M\$ à un actionnaire sans contrôle au cours de chacun des exercices.

### 9.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement du trimestre clos le 28 juin 2014 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 381,4 M\$, contre 5,1 M\$ pour la période correspondante de 2013. Au cours du trimestre, la Société a conclu des acquisitions d'entreprises de 374,8 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 8,5 M\$, comparativement à des acquisitions de matériel et d'immobilisations incorporelles de 6,8 M\$ en 2013. Au deuxième trimestre de 2014 et de 2013, elle a aussi reçu un dividende versé par ses associés de 1,8 M\$ et de 1,7 M\$, respectivement.

Pour le semestre clos le 28 juin 2014, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties de trésorerie de 388,4 M\$, contre 12,0 M\$ pour la période correspondante de 2013. La Société a conclu des acquisitions d'entreprises de 375,6 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 15,7 M\$, comparativement à des acquisitions de matériel et d'immobilisations incorporelles de 13,9 M\$ en 2013. En 2014 et en 2013, elle a aussi reçu un dividende versé par ses associés de 1,8 M\$ et de 1,7 M\$, respectivement.

### 9.4 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location d'espaces de bureaux et de matériel informatique. Aucun changement important n'a été relevé au titre de ces obligations depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013.

### 9.5 DETTE NETTE

| (en millions de dollars)          | <b>2014</b>     | <b>2013</b>       |
|-----------------------------------|-----------------|-------------------|
|                                   | Au<br>28 juin   | Au<br>31 décembre |
| Passifs financiers <sup>1)</sup>  | 325,3 \$        | 242,1 \$          |
| Moins : Trésorerie et équivalents | (103,1) \$      | (131,9) \$        |
| <b>Dettes nettes</b>              | <b>222,2 \$</b> | <b>110,2 \$</b>   |
| BAlIA sur 12 mois continus        | 196,5 \$        | 180,6 \$          |

1) Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante, du découvert bancaire et des avances bancaires.

Au 28 juin 2014, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La Société affichait une dette nette de 222,2 M\$ et un ratio de la dette nette par rapport au BAlIA sur 12 mois continus de 1,13x.

### 9.6 DIVIDENDES

Le 12 mai 2014, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 30 juin 2014. Ce dividende a été versé le 15 juillet 2014. Le total des dividendes déclarés au cours du deuxième trimestre de 2014 s'est élevé à 23,1 M\$, comparativement à 23,0 M\$ pour le premier trimestre de 2014. À la clôture du deuxième trimestre de 2014, 61 646 134 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 51 719 014 au 29 juin 2013. Au cours du deuxième trimestre, une partie du dividende payé au premier trimestre a été réinvesti en 279 197 actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement des distributions (le « RRD »). Les porteurs de 30 591 037 actions, représentant 49,6 % du total des actions en circulation en date du 30 juin 2014, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés en juillet 2014, 11,5 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie pour la Société a donc été de 11,6 M\$ pour le paiement du dividende du deuxième trimestre.

Le conseil d'administration (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat net de la Société et de ses besoins financiers courants. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, du rendement financier, des liquidités, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date d'enregistrement et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la section « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

## 9.7 OPTIONS SUR ACTIONS

Au 28 juin 2014, 591 418 options sur actions étaient en circulation, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 37,75 \$.

## 9.8 SOURCES DE FINANCEMENT

| (en millions de dollars)                                | <b>2014</b>     | <b>2013</b>       |
|---|-----------------|-------------------|
|   | Au<br>28 juin   | Au<br>31 décembre |
| Trésorerie et équivalents                               | 103,1 \$        | 131,9 \$          |
| Facilité de crédit du consortium bancaire disponible    | 310,2 \$        | 200,3 \$          |
| Autres facilités de crédit                              | 7,4 \$          | 9,8 \$            |
| <b>Sources de financement à court terme disponibles</b> | <b>420,7 \$</b> | <b>342,0 \$</b>   |

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, de pair avec ses sources de financement à court terme disponibles, lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

## 9.9 FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit consenties par un consortium bancaire, qui se composent de facilités de crédit renouvelables d'un montant maximal de 600,0 M\$. Les facilités de crédit sont disponibles i) pour financer les frais généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement et ii) pour financer ses futures acquisitions d'entreprises.

Aux termes des conventions de crédit régissant ces facilités, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA consolidé et de la couverture des charges fixes, qui sont des mesures non conformes aux IFRS.

La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes des facilités de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 28 juin 2014.



# 10 SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

|   | 2014        |                                      |  | 2013                                  |                                       |                                      | 2012   |                                       |   |
|---|-------------|--------------------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|--|---------------------------------------|---|
|   | Total       | T2                                   | T1   | T4                                    | T3                                    | T2                                   | T1   | T4                                    | T3  |
| (en millions de dollars, sauf les données par action) | Sur 12 mois | Période allant du 30 mars au 28 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janv. au 29 mars | Période allant du 29 sept. au 31 déc. | Période allant du 30 juin au 28 sept. | Période allant du 31 mars au 29 juin | Période allant du 1 <sup>er</sup> janv. au 30 mars | Période allant du 30 sept. au 31 déc. | Période allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 29 sept. |
| <b>Résultats opérationnels</b>                        |             |                                      |  |                                       |                                       |                                      |  |                                       |   |
| Produits  | 2 134,5 \$  | 602,5 \$                             | 511,1 \$   | 530,4 \$                              | 490,5 \$                              | 516,4 \$                             | 478,7 \$   | 516,5 \$                              | 396,1 \$  |
| Produits nets*  | 1 797,4 \$  | 513,1 \$                             | 440,6 \$   | 436,1 \$                              | 407,6 \$                              | 426,7 \$                             | 406,8 \$   | 411,9 \$                              | 321,4 \$  |
| BAIIA*  | 196,5 \$    | 55,0 \$                              | 42,1 \$  | 49,2 \$                               | 50,2 \$                               | 42,8 \$                              | 38,4 \$  | 45,3 \$                               | 37,8 \$   |
| Résultat net attribuable aux actionnaires             | 79,6 \$     | 23,6 \$                              | 16,9 \$  | 17,6 \$                               | 21,5 \$                               | 17,0 \$                              | 14,1 \$  | 23,0 \$                               | 16,2 \$   |
| Résultat net de base et dilué par action              |             | 0,40 \$                              | 0,33 \$  | 0,34 \$                               | 0,43 \$                               | 0,33 \$                              | 0,28 \$  | 0,45 \$                               | 0,36 \$   |
| <b>Dividendes</b>                                     |             |                                      |  |                                       |                                       |                                      |  |                                       |   |
| Dividendes déclarés                                   | 85,2 \$     | 23,1 \$                              | 23,0 \$  | 19,6 \$                               | 19,5 \$                               | 19,4 \$                              | 19,3 \$  | 19,1 \$                               | 19,0 \$   |
| Dividendes déclarés, par action                       | 1,50 \$     | 0,38 \$                              | 0,38 \$  | 0,38 \$                               | 0,38 \$                               | 0,38 \$                              | 0,38 \$  | 0,38 \$                               | 0,38 \$   |

\* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

La croissance des produits et des produits nets de la Société est principalement attribuable aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2012. L'acquisition de WSP Group plc, réalisée en août 2012, a eu une incidence considérable sur les produits et les produits nets de la Société depuis le troisième trimestre de 2012.

Au cours des huit derniers trimestres, la Société a déclaré des dividendes trimestriels de 0,375 \$ par action. Au troisième trimestre de 2012 et au deuxième trimestre de 2014, la Société a émis des actions ordinaires afin de financer les regroupements avec WSP Group plc. et Focus, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre d'actions en circulation de la Société et, par le fait même, le total des dividendes déclarés.

# 11 GOUVERNANCE

## 11.1 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») pour fournir l'assurance raisonnable que :

l'information importante relative à la Société leur est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents intermédiaires sont établis;

l'information qui doit être présentée dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou d'autres rapports de la Société déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.



Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF pour exclure les contrôles, méthodes et procédures liés aux acquisitions de Focus, de TPS et de WINWARD, qui ont été conclues respectivement le 10 avril 2014, le 30 avril 2014 et le 1er juin 2014, conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui permet ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition.

Au cours de la période allant du 30 mars 2014 au 28 juin 2014, aucun changement qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information n'a été apporté au CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

## 11.2 RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 28 juin 2014 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

# 12 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB s'appliquant à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Ils ont été établis selon les mêmes méthodes comptables que celles ayant servi à l'établissement des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Veuillez vous reporter aux états financiers consolidés audités de 2013 de la Société pour de plus amples renseignements sur les principales méthodes comptables et les estimations importantes qui ont été utilisées pour dresser les états financiers. Au cours du premier trimestre de 2014, la Société a adopté la nouvelle norme comptable IFRIC 21 *Droits ou taxes*. Cette norme n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

# 13 NORMES COMPTABLES FUTURES

Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi que le rapport de gestion y afférent présentaient les normes comptables futures de l'IASB qui entreront en vigueur au cours des prochains exercices.

## 14 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés audités de 2013 de la Société décrivaient, à la note 24, les risques liés aux instruments financiers et la façon dont la Société gère ces risques. Au premier semestre de 2014, aucun changement important ne s'est produit à l'égard des risques liés aux instruments financiers, et aucune modification importante n'a été apportée au classement des instruments financiers. En outre, la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers n'a pas changé depuis le 31 décembre 2013.

## 15 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords ont été mis en place avec des entités structurées, qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans les états financiers consolidés de la Société.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. Lors du processus de consolidation, toutes les transactions et tous les soldes intragroupes ont été éliminés.

Au cours du premier semestre de 2014, la Société a conclu des transactions avec des entreprises associées dans des conditions de concurrence normale.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Les partenariats considérés comme des entreprises communes sont comptabilisés à l'aide de la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits, des charges et des flux de trésorerie de chacune de ces entreprises communes.

## 16 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

## 17 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion renferme certains énoncés prospectifs qui ne sont pas fondés sur des faits passés. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction en ce qui a trait à la croissance, aux résultats opérationnels, au rendement, aux perspectives commerciales et aux occasions d'affaires de la Société ou de son industrie pour les périodes à venir. Dans certains cas, on reconnaît les énoncés prospectifs à l'utilisation de termes comme « peut », « fera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel » ou « continuer », ou de termes ou expressions semblables. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certains facteurs et certaines hypothèses présentés dans le rapport de gestion, notamment ceux décrits à la section « Principales méthodes comptables ». Bien que la Société estime que ces facteurs et hypothèses sont raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose actuellement, un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus indiqués dans les énoncés prospectifs. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans ces énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas accorder une trop grande importance à ces énoncés prospectifs.

## 18 FACTEURS DE RISQUE

Les résultats opérationnels, les perspectives commerciales et la situation financière de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs indépendants de sa volonté. Ces facteurs de risque pourraient entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre la capacité de celle-ci à déclarer des dividendes sur ses actions.

Les risques et les incertitudes auxquels est exposée la Société ne diffèrent pas considérablement de ceux qui sont décrits dans son rapport annuel 2013.

## 19 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse [www.wspgroup.com](http://www.wspgroup.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La notice annuelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 est disponible sur ces deux sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 28 juin 2014, la Société avait 61 646 134 actions ordinaires en circulation. Au 5 août 2014, elle avait 61 969 917 actions ordinaires en circulation, en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en juillet 2014, du dividende du deuxième trimestre. La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

# 20 GLOSSAIRE

## PRODUITS NETS

Les produits nets sont définis comme étant les produits moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres dépenses directes recouvrables directement auprès de clients. Les produits nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

## BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les frais non liés aux activités opérationnelles désignés par la direction, les frais financiers, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, des activités financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

## MARGE DU BAIIA

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA exprimé en pourcentage des produits nets. La marge du BAIIA n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

## BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté est défini comme le BAIIA excluant les charges du siège social. Ces charges correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées, telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les régions les unes avec les autres.

## MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage du résultat net. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) et résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action

Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure, qui permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importantes acquisitions d'entreprises, se définit comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires, excluant les charges d'amortissement liées aux carnets de commandes, aux relations clients et aux accords de non-concurrence pris en compte dans les acquisitions d'entreprises et l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement.

Le résultat net excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé à l'aide du nombre moyen pondéré de base d'actions.

### **CARNET DE COMMANDES**

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés non exécutés. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

### **FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES ET FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES PAR ACTION**

Les fonds provenant des activités opérationnelles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités opérationnelles avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant des activités opérationnelles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

### **FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES PAR ACTION**

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des flux de trésorerie disponibles provenant des activités opérationnelles. Cette mesure est utilisée à titre d'indicateur de la performance et de la solidité financière. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, moins les dépenses d'investissement effectuées pour l'entretien.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

**DÉLAI MOYEN DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES CLIENTS (« DÉLAI DE RECOUVREMENT »)**

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en flux de trésorerie les comptes clients et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite des taxes de vente. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

**RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA**

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA sur 12 mois continus.